

L'extraction minière : entre greffe et rejet. Introduction

Vincent Bos, Sébastien Velut

► **To cite this version:**

Vincent Bos, Sébastien Velut. L'extraction minière : entre greffe et rejet. Introduction. Cahiers des Amériques Latines, Université Paris 3, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL / Université Paris 3), 2016, L'extraction minière: entre greffe et rejet, 82, pp.17-29. <10.4000/cal.4330>. <hal-01544505>

HAL Id: hal-01544505

<https://hal-univ-paris3.archives-ouvertes.fr/hal-01544505>

Submitted on 21 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Vincent Bos et Sébastien Velut



Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/4330>

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique latine

Édition imprimée

Date de publication : 13 décembre 2016

Pagination : 17-29

ISBN : 978-2-37154-069-9

ISSN : 1141-7161

Référence électronique

Vincent Bos et Sébastien Velut, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 82 | 2016, mis en ligne le 13 décembre 2016, consulté le 13 décembre 2016. URL : <http://cal.revues.org/4330>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Introduction

« Les activités extractives sentent le soufre ou le passé. À l'heure où l'apparente dématérialisation des économies, l'hypertrophie de la sphère numérique, l'ère de *Facebook* et des économies de la connaissance valorisent l'immatériel, il n'est pas inutile de rappeler que, plus que jamais, tout commence, ou du moins tout est permis, par la mise en circulation de matières naturelles enfouies. La modernité liquide (Bauman, 2006) a un besoin vital d'énergie et de matériaux solides »
[Magrin et Perrier-Bruslé, 2011, p. 2].

Depuis les années 1990, de nombreux pays d'Amérique latine se sont engagés dans un nouveau cycle d'exploitation et d'exportation de leurs ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables. Ce dynamisme retrouvé du secteur primaire est principalement porté par l'exploitation à grande échelle et à ciel ouvert des minerais, la mise en production des gisements d'hydrocarbures et le développement de l'agro-industrie. La « reprimarisation extractiviste » [Prévôt-Schapira, 2008, p. 5] du modèle de développement économique d'une partie des États de la région acquiert une visibilité accrue au cours des années 2000 et 2010. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte plus large, observable à différentes échelles dans d'autres régions du monde [Magrin, 2013], en particulier en Afrique [Campbell *et al.*, 2005 ; Campbell, 2009]. Il prend la forme de ruées, c'est-à-dire de migrations soudaines sur des ressources nouvellement révélées et momentanément accessibles [Brunet *et al.*, 2009, p. 441], souvent portées par des entreprises multinationales. Les

* IHEAL, Creda.

** IHEAL, Université Sorbonne-Paris-Cité.

raisons de cette « course aux matières premières » [Magrin, 2013, p. 191] des acteurs économiques mondialisés sur les territoires locaux sont variées : hausse des cours de ces matières premières (à la fois cause et conséquence de ce processus), évolution des techniques, adoption de cadres régulateurs sectoriels favorables à leur exploitation, fragilité du dollar, etc. [Bos et Lavrard-Meyer, 2015 ; Suárez, 1997].

Le terme d'extractivisme est utilisé « dans un sens large pour les activités qui déplacent de grands volumes de ressources naturelles [qui] ne sont pas transformées (ou le sont de façon limitée) et qui sont exportées » [Gudynas, 2009, p. 188¹]. Svampa l'envisage dans un sens plus large :

« L'extractivisme doit être compris comme un modèle d'accumulation, fondé sur la surexploitation des ressources naturelles en grande partie non renouvelables et sur le déplacement des frontières des territoires jusqu'alors considérés comme "improductifs". [...] Ce modèle comprend non seulement les activités strictement extractives (secteurs minier et pétrolier) mais aussi d'autres activités (comme l'agrobusiness et les biocarburants) qui encouragent la logique extractiviste en consolidant la monoproduction. Il englobe également les projets prévus par l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine [...] dans le domaine des transports [...], de l'énergie [...] et des communications » [Svampa, 2011, p. 101-127].

En Amérique latine, le terme renvoie ainsi à un modèle de développement économique éponyme [Gudynas, 2009 ; Schuldt *et al.*, 2009 ; Seoane *et al.*, 2013]. Selon les auteurs, il se décline en une quantité d'avatars, tour à tour « opposés, complémentaires ou identiques », « tantôt classique, progressiste, prédateur, sensé ou bien indispensable » [Gudynas, 2009, 2011 (a), 2011 (b), sans date]. Le renouveau de ces politiques économiques est alors qualifié par une multitude d'expressions : « néo-extractivisme » ou « nouvel extractivisme », « néo-développementisme extractiviste », « nouveau développement extractiviste », ou encore « néodéveloppement progressiste » [Gudynas, 2009, 2011 (a), 2011 (b), Svampa, 2011, 2013].

Pour choisir entre les différents vocables aux contours parfois flous, il faut se reporter à l'histoire, et donc à la présence ancienne ou bien récente dans le temps et dans l'espace de ce processus, considérer le type de ressources exploitées (minerais, hydrocarbures, bois, eau, ressources halieutiques, etc.), la manière dont elles sont produites (extraction minière à ciel ouvert ou souterraine, lixiviation au cyanure, monoculture intensive, etc.) et les projets infrastructurels qu'elles sous-tendent (gazoducs, routes transcontinentales, couloirs bio-océaniques, barrages hydroélectriques, etc.). L'orientation idéologique des gouvernements qui promeuvent ces politiques économiques, l'utilisation des revenus générés par ces activités, ainsi que l'intégration de ces ressources naturelles à des activités

1. Traduction des auteurs.



locales de transformation permettent de distinguer un extractivisme classique d'un nouvel ou «néo-extractivisme».

Ce dossier s'intéresse à une forme spécifique d'exploitation des ressources naturelles, l'extractivisme minier, c'est-à-dire l'exploitation et l'exportation des ressources minières dans un but marchand depuis les années 1990, car «dans tous les pays de la région un même phénomène semble se répéter: [...] les frontières de l'industrie minière ont dépassé les territoires où jusqu'à présent celle-ci était établie» [Sariego, 2011, p. 393].

La valorisation économique des ressources minières tend à transformer les espaces plus qu'à les détruire. L'exploitation de la montagne d'argent a entraîné la fondation de la «Ville impériale» de Potosí, carrefour commercial, culturel et de civilisations de premier plan, plus peuplé que Londres ou Amsterdam au début du XVII^e siècle, et qui a constitué un facteur essentiel d'urbanisation de l'espace andin [Bakewell, 1989; Salazar-Soler, 2009]. Il en va de même pour l'exploitation argentifère de Zacatecas au Mexique [Bakewell, 1971]. Symbole de la richesse et de la ruine de la Bolivie, l'exploitation du Cerro Rico de Potosí se perpétue à divers degrés au XXI^e siècle et demeure, si ce n'est une promesse de richesses et de jours meilleurs, une source de revenus pour les mineurs artisanaux qui l'exploitent et s'opposent dès lors à sa patrimonialisation [Absi, 2005].

Plus encore, la mine semble pouvoir être interprétée comme un lieu, sinon le lieu par excellence, du métissage matriciel de la société andine, voire latino-américaine [Deustua, 2009; Salazar-Soler, 2002, 2009]. Elle fut à l'origine du développement d'identités hybrides, dont la figure du paysan-mineur des Andes a été formidablement analysée par l'anthropologie :

«Depuis le XVI^e siècle, dans les Andes, la mine est un *melting pot* où viennent travailler des gens d'ethnies diverses, où se diluent des identités locales et se forment de nouvelles identités. C'est là qu'à l'époque coloniale, par-delà les particularismes ethniques ou régionaux, s'ébauche la figure de l'indien face au colonisateur. De nos jours encore, la mine constitue pour les paysans qui continuent à y affluer une voie d'accès au monde moderne, un pont culturel avec la "modernité". La mine est aussi le lieu par excellence d'une confrontation quotidienne entre les croyances et pratiques religieuses des indiens et les savoirs techniques ainsi que les croyances populaires sur le monde des mines introduites par les colonisateurs» [Salazar-Soler, 2002, p. 7].

L'exploitation minière est également à l'origine de la formation des classes sociales et particulièrement de la classe ouvrière. Les grèves et les mobilisations de mineurs au Pérou [Kruijt et Velligna, 1979; Sumont, 1980], en Bolivie [Lavaud, 1999; Rodriguez-Carmora *et al.*, 2013] et au Mexique [Di Tella, 1987] qui émaillent les XIX^e et XX^e siècles sont encore célébrées à des degrés divers. Au Mexique, la révolte des mineurs est présentée comme l'élément de base de la révolution nationale [Guerra, 1981]. En Bolivie, les grèves des mineurs et de leurs femmes

impriment l'imaginaire national, car elles symbolisent la lutte des exclus pour la conquête des droits, leur intégration au jeu politique, et l'opposition populaire aux régimes dictatoriaux [Lavaud, 1991, 1999; Dunkerley, 1984]². Plus récemment, les mobilisations des mineurs marquent l'intégration de la classe ouvrière minière au régime « socialiste » du président Morales [Quiroga Trigo, 2014].

L'exploitation des ressources minières a également marqué les *hinterlands* (arrière-pays) des centres miniers. Elle a entraîné l'endogénéisation d'activités locales, principalement agro-pastorales, qui trouvaient dans ces centres un débouché à la production et contribué à l'essor, plus ou moins durable, du maillage du territoire par les réseaux de communication et de voies de transports (routes, ports et chemins de fer notamment). La fameuse route du mercure, développée dès l'époque coloniale précoce, qui relie les mines de Santa Barbara à Potosí, en passant par le port d'Arica et la ville minière d'Oruro; les routes qui traversent les Andes, ainsi que les liaisons entre le port de Buenos Aires, les villes de Tucumán et Córdoba et les Andes boliviennes et péruviennes *via* les réseaux de muletiers; puis le développement du rail, dont certains *hubs* sont aujourd'hui les héritiers directs, constituent des exemples manifestes de la greffe des activités minières dans l'espace sud-américain [Contreras, 2010; Deustua, 2009; Harris *et al.*, 1987; Salazar-Soler, 2009; Sempat Assadourian *et al.*, 1980; Tandeter, Wachtel, 1983].

Dans le même temps, l'exploitation des ressources minières latino-américaines fut liée à la soumission des civilisations amérindiennes et à l'esclavage et constitua un des facteurs du développement du commerce triangulaire [Sempat Assadourian, 1966]. Encore aujourd'hui, l'activité minière constitue une source de vives tensions et de conflits régulièrement meurtriers. L'opposition à cette forme d'exploitation marchande de la nature est portée par des populations locales, souvent autochtones et paysannes, marginalisées dans leurs États respectifs, mais soutenues par des mouvements écologistes mondialisés. Lors des conflits socio-environnementaux, les groupes locaux sont confrontés à des stratégies étatiques, voire entrepreneuriales et médiatiques, de délégitimation, criminalisation et répression de leurs mobilisations [Arellano Yanguas, 2008, 2011; Bebbington, Humphreys Bebbington, 2009; Bos et Lavrard-Meyer, 2015; Schuldt *et al.*, 2009; Delgado-Ramos, 2010; Gudynas, 2009, 2013; Seoane *et al.*, 2013; Svampa et Antonelli, 2009; Svampa, 2011, 2013]. Un ensemble de facteurs explicatifs caractérisent souvent ces conflits miniers : l'éloignement physique et symbolique des territoires miniers et de leurs populations des centres politiques, économiques et administratifs nationaux, leur mauvaise desserte par les réseaux de transports et de communication; les différentiels de pauvreté monétaire et non monétaire;

2. Le secteur minier a également contribué à la formation d'une certaine forme de patronat, comme l'illustre le cas des fameux trois « barons de l'étain » en Bolivie : Simon Iturri Patiño, Felix Aramayo et Moritz Hochschild, dont les mines furent nationalisées en 1952 [Bernard, 1967; Lavaud, 1991].



la part de la population autochtone dans ces territoires; la faiblesse des institutions publiques chargées de la protection de l'environnement, voire les conflits d'intérêts entre acteurs économiques et politiques; les forts écarts de la rente redistribuée aux échelles infranationales, etc.³. Plus spécifiquement, la prégnance de l'agropastoralisme dans ces territoires ruraux enclavés dans des États urbains et convoités par les entreprises minières entraîne une concurrence accrue entre acteurs locaux et exogènes pour la gestion et le contrôle exclusifs de la terre et de l'eau dans les marges territoriales nationales. Cela constitue un point central des mobilisations, car la terre et l'eau sont des facteurs de production des économies minière et agropastorale, mais aussi des marqueurs identitaires forts liés à l'organisation sociale et à la redistribution des richesses [Bebbington et Bury, 2009; Bury, 2007; Damonte, 2008; Mesclier, 2006]. Cette situation est particulièrement manifeste dans les Andes où les populations sont traditionnellement organisées autour de réseaux de production, d'échanges et de relations fondés sur l'utilisation d'écosystèmes diversifiés et complémentaires [Murra, 1975] et où tendent à se concentrer les activités minières. Pour les populations paysannes et indigènes, l'exploitation à grande échelle des gisements miniers est alors perçue comme une menace à leur survie biologique et sociale [Grieco, Salazar-Soler, 2013].

Les mobilisations en faveur de la protection de l'environnement en Amérique latine et ailleurs ont trouvé dans les sciences sociales un relais de poids. Les analyses des nouveaux mouvements sociaux, notamment ceux qui portent la cause de la préservation de la nature, permettent, en s'intéressant aux valeurs, aux identités, aux circulations des répertoires d'action, voire des individus eux-mêmes, de comprendre les conditions d'émergence de l'action collective, et donc d'une cause dans l'espace et dans le temps. En s'intéressant aux relations de pouvoir asymétriques entre acteurs divers depuis l'espace local et aux intersections de ces mouvements avec d'autres groupes et thématiques, les sciences sociales tentent de décrypter le fonctionnement de dynamiques plus larges et bien souvent de donner une voix aux sans-voix, à l'heure où ceux-ci sont souvent menacés, voire assassinés dans leur État d'origine⁴.

Les analyses développées dans le cadre des courants de l'extractivisme et du néo-extractivisme participent de cette dynamique globale. Elles s'inscrivent plus exactement dans une production latino-américaine des sciences sociales qui oscille entre « observation et intervention » : « Si les sociologues de l'Amérique

3. Dans le cas péruvien, sur les liens entre rente minière et conflits, cf. Arellano Yanguas [2008, 2011].

4. Cette situation a, entre autres, été tristement rappelée par l'assassinat le 3 mars 2016 de Berta Cáceres au Honduras. Indienne Lenca, coordinatrice du Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (Copinh), et lauréate du Prix Goldman 2015, elle luttait en faveur de la protection de l'environnement et contre la construction de la centrale hydroélectrique Agua Zarca sur le fleuve Gualcarque.

latine n'ont pas tous été militants, leur production s'est souvent fait l'écho direct des luttes et des demandes formulées par les mouvements sociaux » [Goirand, 2010, p. 457]. Ces travaux dénoncent la logique utilitariste et productiviste inhérente au système capitaliste mondial, la valorisation marchande de la nature et la violence sociale, politique, économique et culturelle du système contre les populations et les territoires [Bebbington, 2007, 2013; Delgado-Ramos, 2010; Seoane *et al.*, 2013; Svampa et Antonelli, 2009]. Ces études interrogent les processus d'exploitation des ressources naturelles des pays du Sud par les États et les entreprises au profit des acteurs économiques du Nord. L'analyse Nord/Sud du fonctionnement de l'économie mondiale est ici synonyme d'une lecture centre/périphérie des relations entre acteurs, tant à l'échelle nationale (capitales *vs* territoires miniers périphériques) qu'internationale (Amérique latine *vs* Amérique du Nord et Europe). Selon un matérialisme historique globalisé, les déterminants économiques et politiques internationaux expliquent alors les conditions socio-économiques des États et la place consécutive qu'ils occupent dans le système capitaliste international. Les acteurs du Nord y sont qualifiés d'« impérialistes », car opérant selon une logique de « prédation », voire de « pillage » de la région [Seoane *et al.*, 2013; Svampa, 2011].

Ces travaux mobilisent deux courants théoriques principaux qui s'alimentent mutuellement. D'une part, celui de l'accumulation par dépossession [Harvey, 2004], développé notamment dans le cadre de la géographie radicale anglo-saxonne, et, d'autre part, les théories de l'échange inégal et de la dépendance qui connaissent un écho certain en Amérique latine pour des raisons historiques évidentes – par exemple la production et diffusion des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la circulation des intellectuels latino-américains dans ces institutions [Goirand, 2010]. Des appels sont lancés à de nouvelles formes de développement dites « alternatives » ou « émancipatrices » ainsi qu'à un changement paradigmatique pour dépasser le concept de « développement » forgé au centre depuis une vision modernisatrice. Dans une stratégie de sortie de l'exploitation marchande des ressources naturelles, certains prônent l'avènement d'un moment post-extractiviste, mis en œuvre depuis et par la périphérie latino-américaine pour l'émancipation de la région [Gudynas, 2011 (b); Seoane *et al.*, 2013; Svampa, 2011]⁵.

5. « Quelles que soient les discussions portant sur le concept de développement (est-ce un concept au demeurant ?), le mot courant recouvre un phénomène bien cerné en pratique, dont seules les voies observées ou proposées divergent tant en ce qui concerne l'explication des faits que les choix à opérer. Pour tous, le développement, c'est d'abord l'augmentation du niveau des ressources disponibles permettant la satisfaction des besoins vitaux puis au-delà si possible, jusqu'au bien-être. Si le productivisme forme un socle commun, il est entendu que la définition et la mesure des besoins vitaux et plus encore celles du bien-être ne peuvent qu'ouvrir la controverse, sans parler des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir » [Rétaillé, 2007, p. 167].



Ces analyses ont le mérite d'éclairer des processus globaux complexes, à savoir l'accumulation dans un système capitaliste mondialisé, qu'elles envisagent comme une dépossession. Mais elles se caractérisent parfois par une lecture un peu rapide des relations internationales qui tend à faire l'économie d'un examen plus large des stratégies des acteurs économiques des Sud (Chine, Brésil, Inde, Corée du Sud, Venezuela, etc.), aussi bien sur l'Amérique latine que sur d'autres Sud dont la région ne constitue qu'un espace parmi d'autres⁶. Pourtant l'extractivisme n'est pas un phénomène propre à l'Amérique latine ou aux pays du Sud [Campbell, 2009; Deshaies, 2007; Golub, 2014; Lerat, 1971; Magrin, 2013; Magrin *et al.*, 2015; McLean, 2013; Redon *et al.*, 2015]. Utilisés au singulier, les vocables d'«extractivisme» et de «néo-extractivisme» tendent à homogénéiser des activités qui se traduisent différemment dans le temps et dans l'espace, mais aussi en fonction des ressources considérées. Dans le cadre spécifique du boom minier, ces termes font apparaître les entreprises minières (souterraines, à ciel ouvert, latino-américaines ou étrangères, publiques ou privées) comme un acteur unique et ne permettent pas de saisir leurs spécificités. Ce «piège» est renforcé par le mot espagnol de *minería* (activité minière), toujours précédé d'un article défini singulier «la» *minería*, qui ne permet pas d'insister sur les différentes composantes du secteur et de ses acteurs.

En outre, si le recours à la violence dans les conflits miniers provient souvent des puissances publiques régionales contre les opposants à l'exploitation marchande de la nature, celui-ci peut aussi être dirigé contre l'État. En témoigne l'assassinat du vice-ministre de l'Intérieur de la Bolivie, Rodolfo Illanes, le 25 août 2016 par un groupe de mineurs, alors qu'il tentait une médiation entre ces acteurs et le gouvernement du président Morales, dans le cadre de la réforme de la loi des coopératives. Ce cas particulier interroge la violence des «faibles» dans un contexte de néo-extractivisme manifeste, marqué par un retour de la puissance publique dans la régulation des ressources naturelles [Perrier-Bruslé, 2015], et d'alliance jusqu'ici traditionnelle entre les coopératives minières et le président Morales. Le conflit ne peut être analysé en termes d'opposition entre prédateurs et défenseurs de l'environnement. Il illustre une situation «où se joue "quelque chose de plus" que l'environnement» [Azuela et Mussetta, 2008; Prévôt-Schapira, 2008] et invite à se garder de toute vision unilatérale.

L'exploitation minière, qu'elle soit ancienne ou contemporaine, prend en Amérique latine la forme de ce que Magrin, dans sa géographie du développement en Afrique, analyse en termes de «greffe» et de «rejet» [Magrin, 2013]. La

6. On peut ainsi évoquer les relations économiques Chine-Équateur et leur impact sur l'initiative Yasuni-ITT, ou l'activité des entreprises brésiliennes extractives hors des frontières nationales, comme Petrobras en Amérique latine ou Vale en Nouvelle-Calédonie. Sur les formes et les enjeux de la présence brésilienne en Afrique, cf. Lafargue [2008]. Sur l'internationalisation des entreprises brésiliennes et notamment de la Vale, cf. Dalla Costa [2009].

greffe renvoie à la capacité d'intégration de ces structures avec l'économie et les sociétés hôtes sous forme de bifurcation, d'hybridation et d'articulation : diffusion de l'innovation, urbanisation, densification démographique, développement des infrastructures, d'un secteur national amont et aval... Inversement, le rejet renvoie à la fragmentation des territoires et des sociétés : logiques d'enclavement de l'espace et d'extraversion de la production, systèmes rentiers, précarisation des habitants, surconsommation des ressources hydriques, conflits, etc. [Magrin, 2013].

Ce dossier s'intéresse aux réagencements, c'est-à-dire aux effets d'apprentissage face aux formes prises par l'activité minière dans la région. Les modifications législatives, les dispositifs mis en place pour réguler cette activité, percevoir et distribuer la rente minière, les conflits eux-mêmes indiquent bien une réorganisation des acteurs sociaux autour de l'exploitation minière. Ces évolutions interrogent le rôle de l'État aussi bien à l'échelle macro-économique que micro-économique et sa capacité à réguler les conflits et à mettre en place des mécanismes de « gouvernance » pour gérer les ressources et les territoires de production. Sur le terrain se pose la question des relations entre entreprises, habitants et gouvernements locaux. Les conflits miniers, qui éclairent des inégalités structurelles, apparaissent alors comme une forme de renégociation des règles du jeu entre acteurs à différents niveaux scalaires [Bebbington, 2007, 2013; Bos, 2015; Bos et Lavrard-Meyer, 2015; Echave (de) *et al.*, 2009; Gil, 2009; Grieco et Salazar-Soler, 2013; Melé, 2011].

La première partie de ce dossier étudie les modalités d'insertion du secteur minier dans les territoires et sociétés hôtes sous la forme d'une tension permanente entre articulation et fragmentation.

L'article de Marie-Émilie Forget et Silvina Cecilia Carrizo analyse la greffe territoriale du phénomène minier dans le nord-ouest argentin. Il illustre ce que les auteures appellent un processus de coconstruction territoriale de l'activité minière dans les territoires périphériques de la cordillère. Elles démontrent que le développement de l'activité minière opère sur la base d'une négociation entre acteurs qui modifie les positions initiales de chacun. Sur le plan territorial, les auteures révèlent que le maillage du territoire par le capital minier et le développement des infrastructures qu'il induit entraîne un repositionnement des territoires miniers vis-à-vis des centres de commandement et de l'espace national.

Dans sa contribution, Claude Le Gouill éclaire les positionnements d'acteurs multiples, aux intérêts parfois antagonistes et porteurs de projets de développement concurrents dans le monde rural, sur la question minière en Bolivie. Dans ce pays où le processus d'exploitation des ressources minières empreigne fortement l'imaginaire national et où l'activité constitue une modalité de développement assumée par le premier président indigène du pays, l'auteur montre que l'extraction minière opère sous la forme d'une négociation perpétuelle entre organisations et participe de la construction des identités et des territoires.



L'article de Maïté Boullosa-Joly s'intéresse à l'influence de l'entreprise minière La Alumbrera sur deux communautés indigènes du nord-ouest argentin. L'auteure montre que l'exploitation minière apparaît pour de nombreux acteurs locaux comme une menace à l'intégrité physique et symbolique de l'environnement et donc à la survie des individus et à l'identité indienne, ce qui provoque des manifestations sociales de rejet. Toutefois, elle met aussi en évidence que dans un territoire périphérique où la présence et les capacités d'action de la puissance publique sont inégales, l'entreprise minière constitue à la fois une opportunité d'ascension sociale pour un petit nombre de travailleurs locaux et un partenaire ponctuel de développement local pour les populations, du fait de ses capacités financières. En retour, le recours à l'entreprise provoque une « captation » des *leaders* indiens qui divise les communautés sur les plans interne et externe. En effet, ces alliances pèsent sur leurs relations avec les mouvements indigènes et de protection de l'environnement à l'échelle nationale et régionale, dans la mesure où, selon l'auteure, la stratégie de l'entreprise semble s'inscrire dans un schéma plus global de division et de réduction au silence des opposants à l'exploitation minière menée par l'État argentin et l'industrie minière mondiale.

La seconde partie de ce dossier éclaire différentes manifestations de rejet provoquées par l'exploitation des ressources minières à la lumière des cas péruvien et argentin.

Kyra Grieco propose une analyse novatrice du rejet de l'activité minière dans le territoire nord-andin de Cajamarca au Pérou au prisme du genre. L'auteure éclaire les inégales répercussions de l'activité minière sur les hommes et les femmes qui résident dans la zone d'influence directe de l'entreprise du fait de la salarisation des hommes. Elle avance que les programmes de responsabilité sociale entrepreneuriale (RSE) de la *Minera Yanacocha* cantonnent les femmes à leurs fonctions reproductives et contribuent à leur racialisation. Dans le cadre du mouvement social antiminier de Conga, elle s'intéresse à la lutte des femmes autour de la figure de la mère. Elle montre, en outre, que si la participation des femmes au mouvement social favorise leur accès à l'espace public, accroît leur capital social et contribue à l'exercice de leurs droits, elle se traduit aussi par une « triple charge » (travail de production, de reproduction et de militantisme) que ne connaissent pas les hommes du mouvement social et qui affecte davantage les femmes des secteurs ruraux et populaires que celles des classes moyennes et urbaines.

Lorena Bottaro et Marian Sola Álvarez s'intéressent à la construction politique de l'environnement en Argentine, à travers l'analyse des mobilisations contre l'exploitation minière et en faveur de la protection des glaciers. Les auteures montrent que l'avancée du secteur minier sur le territoire argentin dans des espaces non historiquement liés à l'exploitation minière comme la haute montagne – et, selon des modalités nouvelles, un projet d'exploitation minière

binational à ciel ouvert entre l'Argentine et le Chili, porté par une entreprise transnationale minière –, contribue à faire émerger la question environnementale dans le débat politique à l'échelle nationale. Cet objet émerge sous la forme d'une problématique législative au Congrès, grâce à une politisation de la question des glaciers. Les stratégies de mobilisation des acteurs locaux contre l'exploitation minière dans des provinces qui y sont favorables consistent en un déplacement du débat sur la protection de la nature. En effet, si en Argentine les législations provinciales en matière économique priment sur la législation fédérale; en matière environnementale, c'est au contraire la loi fédérale qui s'impose aux exécutifs locaux. L'articulation des luttes entre acteurs, sociaux et institutionnels, à divers niveaux scalaires, provincial et national, illustre ainsi l'émergence d'un activisme sociolégal contre l'exploitation minière, qui articule les champs de l'écologie politique et du droit au nom de la sauvegarde du bien commun.

Au-delà de la question de l'exploitation des ressources minières, le lecteur l'aura compris, le débat autour de la valorisation marchande de la nature est, en Amérique latine (comme ailleurs?), aussi passionnant que passionnel et tend à structurer, voire cliver une partie du champ académique. Ce dossier ne cherche ni à faire l'apologie de l'exploitation minière ni à la condamner sans appel, mais à éclairer les modalités de sa présence dans les territoires et les sociétés d'Amérique latine. Il s'agit ici d'essayer de comprendre pourquoi l'extraction minière se présente à la fois sous la forme d'une greffe et d'un rejet et ne doit pas être pensée dans une stricte relation d'opposition.

BIBLIOGRAPHIE

- **ABSI Pascale**, « Patrimoine et conflits sociaux : l'exemple de la défense de la montagne minière de Potosí, Bolivie », *Espaces et sociétés*, n° 119, 2005, p. 119-214.
- **ARELLANO YANGUAS Javier**, *¿Minería sin fronteras? Conflicto y desarrollo en regiones mineras del Perú*, Lima, IEP/ PUCP/UARM, 2011.
- **ARELLANO YANGUAS Javier**, « Resurgimiento minero en Perú: ¿Una versión moderna de una vieja maldición? », *Colombia Internacional*, n° 67, Universidad de los Andes, 2008, p. 60-83.
- **AZUELA Antonio et MUSSETTA Paula**, « "Quelque chose de plus" que l'environnement : conflits sociaux dans trois aires naturelles protégées au Mexique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 70, 2008/4, p. 13-39.
- **BAKEWELL Peter**, *Mineros de la montaña roja: el trabajo de los indios en Potosí, 1545-1650*, Madrid, Alianza, 1989.
- **BAKEWELL Peter**, *Silver Mining and Society in Colonial Mexico: Zacatecas, 1546-1700*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.
- **BEBBINGTON Anthony** (dir.), *Industrias extractivas: conflicto social y dinámicas institucionales en la Región Andina*, Lima, IEP/CPES/GPC, 2013.
- **BEBBINGTON Anthony** (dir.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas: una ecología política de transformaciones territoriales*, Lima,



- IEP/Cepes, 2007.
- **BEBBINGTON Anthony** et **HUMPHREYS BEBBINGTON Denise**, « Actores y ambientalistas: conflictos socio-ambientales en Perú », *Íconos*, n° 35, 2009, p. 117-128.
 - **BEBBINGTON Anthony** et **BURY Jeffrey**, « Institutional Challenges for Mining and Sustainability in Peru », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS)*, vol. 106, n° 41, 2009.
 - **BERNARD Jean-Pierre**, « La Bolivie et les compagnies productrices de minerai d'étain », *Revue française de science politique*, vol. 17, n° 2, 1967, p. 317-329.
 - **BOS Vincent**, « De l'État facilitateur à l'État médiateur ? Analyse du positionnement de l'État péruvien face aux évolutions du secteur minier depuis les années 1990 », in **Marie REDON et al.**, *Ressources mondialisées : essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 281-303.
 - **BOS Vincent** et **LAVRARD-MEYER Cécile**, « "Néo-extractivisme" minier et question sociale au Pérou », *Cahiers des Amériques latines*, IHEAL, n° 78, 2015, p. 29-55.
 - **BRUNET Roger**, **FERRAS Robert** et **THÉRY Hervé**, *Les Mots de la géographie : dictionnaire critique*, Paris, La Documentation française, 1998.
 - **BURY Jeffrey**, « Minería, migración y transformaciones en los medios de subsistencia en Cajamarca, Perú », in **Anthony BEBBINGTON** (dir.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas: una ecología política de transformaciones territoriales*, Lima, IEP/Cepes, 2007, p. 231-277.
 - **CAMPBELL Bonnie** (dir.), *Mining in Africa: Regulation and Development*, Pluto Press/International Development Research Center/The Nordic Africa Institute, 2009.
 - **CAMPBELL Bonnie et al.**, « Nouveaux codes – nouvelles normes : analyse comparative de la libéralisation des codes miniers en Afrique », in **Michel RIOUX**, *Globalisation et pouvoir des entreprises*, Montréal, Athéna, 2005, p. 69-92.
 - **CONTRERAS Carlos**, « La minería en el Perú en la época colonial tardía, 1700-1824 », in **Carlos CONTRERAS** (dir.), *Compendio de historia económica del Perú III: economía del período colonial tardío*, Lima, BCRP/IEP, 2010.
 - **DALLA COSTA Armando**, « La Vale dans le nouveau contexte d'internationalisation des entreprises brésiliennes », *Entreprises et Histoire*, n° 54, 2009/1, ESKA, p. 86-106.
 - **DAMONTE VALENCIA Gerardo**, « Industrias extractivas, agricultura y uso de recursos naturales: el caso de la gran minería en el Perú », *Perú: el problema agrario en debate*, Sepia XIII, 2008.
 - **DELGADO-RAMOS Gian Carlo**, *Ecología política de la minería en América Latina: aspectos socioeconómicos, legales y ambientales de la mega minería*, UNAM, 2010.
 - **DESHAIES Michel**, *Les Territoires miniers : exploitation et reconquête*, Paris, Ellipses, 2007.
 - **DEUSTUA José R.**, *El embrujo de la plata: la economía social de la minería en el Perú del siglo XIX*, Lima, Banco Central Reserva del Perú/IEP, 2009.
 - **DI TELLA Torcuato**, « Las huelgas en la minería mexicana, 1826-1828 », *Desarrollo económico*, vol. 26, n° 104, 1987, p. 579-608.
 - **DUNKERLEY James**, *Rebellion in the Veins: Political Struggle in Bolivia, 1952-1982*, Londres, Verso, 1984.
 - **ECHAVE José (de) et al.**, *Minería y conflicto social*, Lima, CBC/Cipca/CIES/IEP, 2009.
 - **GOIRAND Camille**, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine : les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 60, 2010/3 p. 445-466.
 - **GOLUB Alex**, *Leviathans at the Gold Mine: Creating Indigenous and Corporate Actors in Papua New Guinea*, Durham,

- Duke University Press, 2014.
- **GRIECO Kyra** et **SALAZAR-SOLER Carmen**, « Les enjeux techniques et politiques dans la gestion et le contrôle de l'eau : le cas du projet Minas Conga au nord du Pérou », *Autrepart*, n° 65, 2013, p. 151-168.
 - **GUERRA François-Xavier**, « La révolution mexicaine : d'abord une révolution minière ? », *Annales, économies, sociétés, civilisations*, vol. 36, n° 5, 1981, p. 785-814.
 - **GUDYNAS Eduardo**, « Más allá del nuevo extractivismo: transiciones sostenibles y alternativas al desarrollo », in **Fernanda WANDERLEY**, *El desarrollo en cuestión: reflexiones desde América Latina*, La Paz, Oxfam/Cides/UMSA, 2011 (a), p. 379-410.
 - **GUDYNAS Eduardo**, « El nuevo extractivismo progresista en América del sur: tesis sobre un viejo problema bajo nuevas expresiones », in **Alberto ACOSTA et al.**, *Colonialismos del siglo XXI: negocios extractivos y defensa del territorio en América Latina*, Barcelone, Icaria Editorial, 2011 (b), p. 75-92.
 - **GUDYNAS Eduardo**, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo: contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in **Jürgen SCHULDT**, *Extractivismo, política y sociedad*, CAAP/Claes, 2009, p. 187-225.
 - **GUDYNAS Eduardo**, *Desarrollo, extractivismo y post-extractivismo* [en ligne], sans date. Disponible sur : <http://www.redge.org.pe/sites/default/files/DesarrolloExtractivismoPostExtractivismo-EGudynas.pdf>
 - **HARRIS Olivia et al.**, *La participación indígena en los mercados surandinos: estrategias y reproducción social, siglos XVI a XX*, La Paz, Ed. Ceres, 1987.
 - **HARVEY David**, « The "New" Imperialism: Accumulation by Dispossession », *Socialist Register*, vol. 40, 2004, p. 63-87.
 - **KRUIJT Dirk** et **VELLINGA Menno**, *Labour Relations and Multinational Corporations: the Cerro de Pasco Corporation in Peru, 1902-1974*, Van Gorcum, 1979.
 - **LAFARGUE François**, « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique contemporaine*, n° 228, 2008/4, p. 137-150.
 - **LAVAUD Jean-Pierre**, *La Dictature empêchée: la grève de la fin des femmes de mineurs, Bolivie 1977-1978*, Paris, CNRS, 1999.
 - **LAVAUD Jean-Pierre**, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine: le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan/IHEAL, 1991.
 - **LERAT Serge**, *Géographie des mines*, Paris, Presses universitaires de France, 1971.
 - **MAGRIN Géraud**, *Voyage en Afrique rentière: une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2013.
 - **MAGRIN Géraud et al.**, « Introduction : les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel », in **Marie REDON et al.**, *Ressources mondialisées: essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 5-23.
 - **MAGRIN Géraud** et **PERRIER-BRUSLÉ Laetitia**, « Nouvelles géographies des activités extractives » [en ligne], *EchoGéo*, n° 17, 2011 [consulté le 8 mai 2016]. Disponible sur : <http://echogeo.revues.org/12586>
 - **MCLEAN Ian Warwick**, *Why Australia Prospered: the Shifting Sources of Economic Growth*, Princeton University Press, 2013.
 - **MELÉ Patrice**, *Transactions territoriales: patrimoines, environnement et actions collectives au Mexique*, Presses universitaires François Rabelais, 2011.
 - **MESCLIER Évelyne**, « Des réformes redistributrices aux actuelles réformes libérales », in **Françoise DUREAU et al.**, *Géographies de l'Amérique latine*, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 153-169.
 - **PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France**, « Amérique latine : conflits et



- environnement, "quelque chose de plus" », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 70, 2008, p. 5-11.
- **QUIROGA TRIGO María Soledad**, « El sector minero en la perspectiva histórica: trayectoria del actor sociopolítico », in **María Soledad QUIROGA TRIGO, Jimena AVEJERA** (dir.), *La veta del conflicto: ocho miradas sobre conflictividad minera en Bolivia (2010-2014)*, UNIR/Ed. Presencia, 2014, p. 11-31.
 - **REDON Marie et al.**, *Ressources mondialisées : essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015.
 - **RÉTAILLÉ Denis**, « Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ? Les échelles paradoxales du développement », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 238, 2007, p. 167-183.
 - **RODRÍGUEZ-CARMORA Antonio et al.**, *Imaginario a cielo abierto: una mirada alternativa a los conflictos mineros en Perú y Bolivia*, Madrid, Acsur, 2013.
 - **SALAZAR-SOLER Carmen**, « Minería y moneda en la época colonial temprana », in **Carlos CONTRERAS** (dir.), *Compendio de historia económica del Perú II: economía del período colonial temprano*, Lima, BCRP/IEP, 2009, p. 107-228.
 - **SALAZAR-SOLER Carmen**, *Anthropologie des mineurs des Andes : dans les entrailles de la terre*, Paris, L'Harmattan, 2002.
 - **SARIEGO Juan Luis**, « Réponses indigènes face à l'expansion des frontières minières en Amérique latine », in **David DUMOULIN et Christian GROS** (dir.), *Le Multiculturalisme "au concret" : un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2011, p. 391-403.
 - **SCHULDT Jürgen et al.**, *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, CAAP/Claes, 2009.
 - **SEMPAT ASSADOURIAN Carlos et al.**, *Minería y espacio económico en los andes: siglos XVI-XX*, IEP, 1980.
 - **SEMPAT ASSADOURIAN Carlos**, *El tráfico de esclavos en Córdoba de Angola a Potosí, siglos XVI-XVII*, Universidad nacional de Córdoba, 1966.
 - **SEOANE José et al.**, *Extractivismo, despojo y crisis cimática: desafíos para los movimientos sociales y los proyectos emancipatorios de Nuestra América*, Buenos Aires, Ed. Herramienta/Ed. El Colectivo/GEAL, 2013.
 - **SUÁREZ Octavio**, « Le boom minier latino-américain et le cas particulier du Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 26, 1997, p. 35-65.
 - **SULMONT Denis**, *El movimiento obrero minero peruano (1890-1980): reseña histórica I y II*, Lima, Centro de Publicaciones Educativas, 1980.
 - **SVAMPA Maristella**, « "Consenso de los Commodities" y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva sociedad*, n° 244, 2013, p. 30-46.
 - **SVAMPA Maristella**, « Néo- "développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011/3, p. 101-127.
 - **SVAMPA Maristella et ANTONELLI Mirta** (dir.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires, Ed. Biblos Sociedad, 2009.
 - **TANDETER Enrique et WACHTEL Nathan**, *Precios y producción agraria: Potosí y Charcas en el siglo XVIII*, Buenos Aires, Cedes, 1983.